



LST et associations partenaires

17 octobre 2023

Journée mondiale du refus de la misère

Plaidoyer en vue des élections 2024

Transparence, déshumanisation et élections

Le 17 octobre est la Journée mondiale du refus de la misère.

Depuis de nombreuses années, le Mouvement LST fait de ce rendez-vous un temps particulièrement fort pour exprimer la parole des plus pauvres et interpeller le monde politique et la société.

En 2024 auront lieu des élections à plusieurs niveaux : communal, régional, fédéral et européen.

Quoi donc de plus indiqué que d'orienter notre action de ce 17 octobre 2023 en vue de ces élections. Notre parole et nos écrits se veulent un plaidoyer à destination de nos futurs élus.

Ce plaidoyer prendra diverses formes.

- Une rencontre des élus régionaux au Parlement de Wallonie pour témoigner de notre vécu devant la dalle posée sur les murs du Parlement en hommage aux victimes de la misère, et pour ré-affirmer nos diverses revendications.
- Une diffusion du Cahier de revendications « C'est pas humain » que nous avons élaboré avec plusieurs partenaires associatifs et que nous avons déjà présenté au Parlement Wallon le 17 octobre 2022.
 - Une large diffusion de notre campagne « Transparents ».
 - Des animations sur les marchés de Namur et Andenne.
 - Une animation sur la place de l'Ange durant la journée du 17 octobre.
 - La présentation d'un document sonore « ça use les souliers »¹.

¹ Produit par le CEC de LST Namur. Annonce <http://www.mouvement-lst.org/>

« C'est pas humain » : le rappeler, encore et encore.

Notre Cahier de revendications...

Les lignes qui suivent ont pour but de contribuer à la diffusion de notre Cahier de revendications « c'est pas humain ». Celui-ci comprend deux volets.

- Un document écrit.
- Une vidéo de témoignages illustrant le propos.

Nous resituons ci-dessous la genèse du projet, les enjeux actuels de la « déshumanisation » et les « revendications » constituant la conclusion du document que nous vous invitons ensuite à découvrir.

Genèse.

Printemps 2021. Grèves des sans-papiers. Plusieurs associations sont solidaires de leurs combats. Au sein de plusieurs d'entre elles, se rassemblent librement des personnes et familles vivant des situations de grande pauvreté, d'oppression et de relégation. La réflexion met rapidement en évidence le lien évident entre la situation de ces « sans-papiers » et les situations de grande pauvreté vécues par la plupart de ces militants. « C'est pas humain ! » s'écrieront plusieurs d'entre nous.

Ces diverses associations et les militants qu'elles rassemblent décident d'unir leurs forces de réflexion pour consigner leur expérience et analyse de longue date.

Le travail a démarré le jour même de notre interpellation au Parlement de Wallonie à l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère, le 17 octobre 2021. Exactement un an plus tard, dans le même lieu, à la même date (17 octobre 2022), nous clôturons une première partie de notre travail par la remise du fruit de notre réflexion au même Parlement de Wallonie : notre Cahier de revendications « C'est pas humain ».

Et pour ce 17 octobre 2023 ?

Les crises : révélateur et amplificateur d'inégalité

Les « crises » de tous ordres, qui parcourent l'histoire, interviennent dans la production et/ ou le renforcement des inégalités et de la pauvreté mais elles n'en sont pas la source principale. Ces dernières années par exemple, la crise sanitaire ou la crise climatique ne sont pas les sources des inégalités, de l'extrême pauvreté pour certains et de l'enrichissement pour d'autres. Elles en sont des révélateurs, voire des amplificateurs des inégalités et de la pauvreté.

Pour les plus pauvres, l'état de crise est permanent.

C'est dans ce sens que dans les années nonante, nous portions le questionnement suivant, repris dans le premier Rapport Général sur la Pauvreté 92-94 :

*“Nous pensons que le terme « crise » sert essentiellement de repère chronologique dans l'histoire car au regard de la pauvreté, la crise est permanente”.*²

Ce petit retour en arrière pour rappeler que les revendications portées par des populations particulièrement opprimées, portent au-delà des situations conjoncturelles particulières, pour questionner les structures politiques, économiques et sociales qui sont à la source des inégalités et des oppressions.

C'est encore pire ?

L'actualité 2023 nous permet hélas d'imaginer le sens dans lequel le quotidien des plus pauvres, des plus opprimés risque bien de se construire pour les prochaines années.

Car loin d'améliorations, l'année 2023 écoulée amène son lot de constats, d'interrogations... de désillusions. Quelques exemples :

-Des règlements communaux, accentuant encore davantage la répression de la mendicité et des personnes sans-abris

-Une réforme des bourses d'études, augmentant les inégalités dans l'accès à l'enseignement

-Des contraintes d'isolation des habitations qui risquent bien de renforcer une crise du logement déjà bien présente

-Une circulaire sur l'adresse de référence qui donne davantage de poids à l'aspect administratif qu'à l'aspect social de la situation

-Des conflits sociaux de longue durée contre les pertes d'acquis sociaux, (Delhaize, Ryanair, le personnel de l'Aide à la jeunesse)

-Des soins de santé en péril, (travailleurs-euses de la santé, pressés comme des citrons)

-Des dérégulations de la protection des travailleurs

-L'État qui ne s'acquitte pas des nombreuses condamnations qui lui sont infligées par des Cours supérieures comme le Conseil d'Etat

-La perte de biens communs et de services publics à de nombreux niveaux.

-...

² Luttés Solidarité Travail, Contribution au Rapport Général sur la Pauvreté, 1994. P. 158

Des balises pour que cela change :

Vouloir réellement un monde plus juste et plus équitable.

Le monde actuel repose essentiellement sur une exploitation outrancière de l'humain et de l'environnement. La production de richesses va au seul profit de quelques populations qui dominant toute l'organisation du monde.

Une balise essentielle doit guider les changements qui s'imposent actuellement à l'ensemble de la planète. Les décisions doivent absolument s'enraciner dans une volonté d'un monde plus juste et équitable.

Prendre réellement en compte l'avis et les revendications des plus opprimés.

De nombreuses situations témoignent du niveau de déshumanisation atteint dans le fonctionnement de nos sociétés. Elles illustrent la manière dont les populations les plus opprimées, les plus pauvres, sont prises en compte et maltraitées actuellement.

La lutte contre la pauvreté reste et restera un échec tant qu'on considérera les plus pauvres comme des incapables, tant qu'on saura ce qui est bon pour eux et qu'on réfléchira à leur place.

C'est donc sans doute une urgence ultime de prendre en compte toutes ces interpellations qui sont essentielles dans les enjeux actuels.

Dans ce Cahier de revendications ...

Nous abordons cinq thèmes par rapport auxquels nous exigeons une attention particulière, tant dans le cadre du pilotage de ce qu'on appelle « les transitions » qu'on voudrait « justes », que dans le cadre des engagements que les partis politiques vont « avancer » et tenter de mettre en œuvre dans les programmes électoraux.

Cinq thèmes, donc, choisis pour mettre en évidence cette déshumanisation :

- +Un recul des protections sociales et des services publics
- + Le droit à vivre en famille
- +Le statut de cohabitant
- + Les étiquettes qui nous collent à la peau
- + La digitalisation (et sa fracture numérique)

Ces thèmes que nous abordons dans ce document ne constituent pas une liste exhaustive. Ils sont illustratifs, parmi toutes les revendications portées par des populations opprimées ici et ailleurs, autant hier qu'aujourd'hui.

En quoi la pensée et les réalités de vie des populations les plus pauvres, les plus opprimées, constituent-elles une balise essentielle pour orienter les choix qui s'imposent au monde ?

Nous vous invitons à entrer dans cette démarche de questionnements consacrant un peu de votre temps pour découvrir nos deux documents.

[Taper sur le clou ?](#)

Vous trouverez donc ci-dessous les conclusions du document plus large que nous vous invitons à découvrir dans son entièreté³

Ce Cahier de revendications « tape sur le clou » de ce que nous disons depuis des années et que d'autres ont dit avant nous.

Nous savons que le changement passe par là.

³ [« c'est pas humain » cahier de revendications](#)

Synthèse de notre Cahier de revendications « C'est pas humain ».

Une histoire faite de répétitions et de résistances.

La grève de la faim des sans-papiers, élément déclencheur de notre démarche de réflexion et d'interpellation, n'est en fait qu'un « énième » constat de cette mise à l'écart des plus pauvres, de cette ignorance de la souffrance des plus faibles et de cette volonté de rendre transparents les réalités de vie et les espoirs portés par les populations les plus pauvres. La révolte et la lutte des plus écrasés gênent et dérangent le bon fonctionnement « du système ».

Ainsi, P., militante du Mouvement LST relevait :

« Quand je relis des articles de 1988, c'est dur dur, car je vois qu'il y a beaucoup de choses qui n'ont pas bougé. »

Si la réflexion est actuelle, elle s'ancre dans une lutte de plusieurs dizaines d'années pour la plupart de nos associations. Une lutte qui repose aussi sur les combats des générations précédentes pour être reconnus et considérés comme des êtres humains.

Notre travail collectif d'analyse replonge sans cesse dans notre histoire récente, mais aussi dans le « Rapport général sur la pauvreté », et les vingt dernières années. Ce Rapport général (RGP 1992-94), constitue un ouvrage de référence en matière de participation des plus pauvres dans un engagement politique et citoyen. Nous avons aussi porté un regard incarné sur l'Etat social actif qui nous amène à des constats nécessitant une mobilisation de chaque instant.

Nous savons que nos résistances et nos prises de parole collectives sont indispensables pour que les réponses aux défis qui se posent actuellement à nos sociétés, prennent en compte les espérances des populations les plus opprimées.

Nous revendiquons (des lois qui favorisent) l'écoute, la reconnaissance, l'encouragement plutôt que l'occultation, le dénigrement ou l'ignorance de ce que disent et font savoir les plus pauvres.

Cinq thèmes, représentatifs d'une large réalité.

Les thèmes que nous avons choisis de développer dans ce travail ne sont pas isolés les uns des autres et amènent chaque fois à une réalité globale. Nous avons beau aborder les choses sous un thème particulier, il y aura des implications sur toute notre vie. Un problème en entraîne un autre... Sans doute une résolution en entraînerait également d'autres.

Ainsi, nous réaffirmons et revendiquons :

- **La protection sociale et des services publics** performants et accessibles facilement à toutes et tous, restent des leviers essentiels de lutte contre la pauvreté. Cela doit être maintenu et renforcé.

Nous revendiquons des politiques qui soutiennent et développent : des services publics, notre protection sociale et des "biens communs" accessibles à tout.e.s. En ce qui concerne les éléments indispensables à l'existence : l'habitat, la mobilité, l'accès aux énergies et à l'eau, à la culture, aux soins de santé, à l'enseignement, etc..., ils doivent échapper au marché. Des services publics qui reposent sur des choix d'équité et de redistribution doivent garantir l'accès à ces biens communs à tou.te.s.

- **Le statut de cohabitant** impacte les revenus et augmente la difficulté de vivre matériellement, limite le droit de vivre en famille, impose des adaptations imaginées et développées pour des questions de survie, et qui produiront des étiquettes de fraudeurs dont on nous affuble. Il est aussi et surtout un outil de contrôle sur nos vies, faites dès lors d'obligations, de sanctions et de non-choix. Cette législation participe ainsi à ce qu'on appelle à LST : "l'arme alimentaire" qui agit, ici et maintenant, sur les plus pauvres.
- **Ce contrôle de nos vies** est omniprésent et empêche l'exercice de notre citoyenneté : interdiction de cohabiter sous peine de sanctions, obligation de se domicilier, répression de la mendicité, contrôle de nos vies, de nos enfants, ...
- **Notre vie de famille** est particulièrement impactée par ces contrôles : placement pour des raisons de pauvreté, division de la famille ou imposition de maintenir la cohabitation, inversion des rôles (enfant « chef de famille »), dénigrement de notre capacité de parents, ...

Nous revendiquons la suppression du statut de cohabitant, outil de discriminations d'appauvrissement, de répression, de contrôle.

- **Les étiquettes, ces noms dont on nous affuble** : « minimexé, SDF, baraqi, black,... » Ces étiquettes nous placent « en marge » de l'humanité. Elles empêchent aussi, par le « délit de sale gueule », l'accès à un logement, à un travail, voire parfois à des droits ou à une aide. Elles nous rendent suspects « à priori » et contribuent ainsi également à cette logique du contrôle.

Nous revendiquons des lois, une éducation et une culture qui encouragent avec des « étiquettes » positives chacune et chacun, à commencer par les plus faibles et les plus pauvres.

- **La digitalisation, la numérisation et la robotisation** sont d'abord par essence des outils de déshumanisation. Tant par la suppression des contacts humains, que par la volonté de remplacer

une part croissante de travail humain par des machines. En outre, le monde digitalisé renforce encore davantage la fracture numérique entre celles et ceux qui « savent » et les autres, qui « ne savent pas ». De ce fait, plutôt que de favoriser, cela limite encore davantage l'accès et l'exercice de la citoyenneté.

Nous revendiquons d'autres outils de société, plus accessibles à tous, maîtrisables par tous : des outils conviviaux.

- ***Les plus pauvres, comme point de départ et d'arrivée.*** On ne le dira sans doute jamais assez : la démocratie se mesure à la place que peuvent prendre les plus pauvres dans les préoccupations politiques. Nous le disions déjà, cela doit partir de la parole, de l'expression construite par ceux et celles qui vivent la situation « au bas de l'échelle » : les plus pauvres. Mais il faut aussi que, de manière générale, toutes les décisions prises mesurent l'impact qu'elles auront sur cette même population. C'est seulement si elles sont bénéfiques pour les plus pauvres qu'elles auront une valeur de promotion de toute la société.

Nous revendiquons, pour toute décision politique, une « analyse d'impact Ex-ante » (au préalable) de celle-ci sur la population la plus pauvre.

- ***Ces analyses des différentes législations et réglementations*** réalisées avec les populations concernées, devraient étudier préalablement les conséquences potentielles au niveau des solidarités, du respect des droits fondamentaux, des conditions de vie...

Déshumaniser, ré-humaniser : craintes et espoir.

Nous relevons dans notre travail, combien les plus pauvres vivent dans une crise permanente. C'est utile de le rappeler dans le contexte actuel de crises successives vécues par l'ensemble de la population. Au moment de rédiger ces lignes de conclusions, nous vivons une augmentation du coût de l'énergie sans précédent depuis le choc pétrolier de 1974. Cela fait suite à la crise COVID et aux inondations, événements qui ont mis à mal les finances publiques. Nous savons qu'en pareille situation, les plus pauvres seront à nouveau les premières et les plus grandes victimes.... Mais, comme d'autres également, nous nourrissons aussi l'espoir d'une prise de conscience qui pourrait modifier plus profondément le cours des choses, vers plus de partage, plus de redistribution, plus de reconnaissance de la parole et des aspirations des plus faibles, vers plus d'humanité.

Des outils existent mais sont sous-utilisés. Nous pensons particulièrement à la Conférence Inter Ministérielle (CIM).

Citons la parole de Mr Marcourt, Président du Parlement wallon lors de son allocution devant la « Dalle en l'honneur des victimes de la misère », le 18 octobre 2021 :

« [...] Nous avons tous une part de responsabilité dans notre vie, c'est évident. Mais faire poser la responsabilité sur la personne qui elle-même vit dans la précarité est, pour moi, inacceptable. Et nous devons collectivement continuer ce combat »⁴

Nous souhaitons entendre plus souvent de telles paroles politiques..., mais nous revendiquons des engagements concrets. ...

Nous savons que le combat sera encore long pour garantir la sécurité d'existence, l'accès à l'ensemble des droits et le respect de la dignité pour toutes et tous. Nous avons gagné de nous mettre ensemble. Nous avons gagné de nous soutenir mutuellement. Nous avons gagné des amis qui rejoignent notre combat. De temps en temps, nous avons réussi à éviter des reculs encore plus importants. Nous avons parfois gagné des combats isolés pour l'une ou l'autre personne, pour l'une ou l'autre famille. Nous sommes plus forts de nos solidarités.

Mais ces avancées ne sont pas de vraies avancées tant qu'elles ne concernent pas toutes les personnes et familles qui vivent dans ce pays. Nous mesurons nos victoires à ce critère : qu'ont gagné ceux qui sont seuls, ceux qui sont les plus oubliés, les plus abandonnés, ceux que nous ne connaissons pas ? Pour eux, nous n'avons constaté que des reculs, parce que c'est d'une action politique déterminée dont ils ont besoin pour pouvoir accéder à une vie digne d'être humains.

Ne nous dites pas « nous ne pouvons rien pour vous ». Là où vous êtes, selon votre responsabilité propre, mettez en œuvre tous les leviers dont vous disposez !

Nos luttes et nos rassemblements iront en tout cas toujours dans ce sens.

Pour Aller plus loin.

[« c'est pas humain » cahier de revendications⁵](#) ----

[« c'est pas humain » Vidéo de témoignages.⁶](#)

⁴ Extrait choisi du discours d'accueil de Mr Marcourt, Président du Parlement de Wallonie. 18 octobre 2021.

⁵ [http://www.mouvement-lst.org/documents/2022/2022-10-](http://www.mouvement-lst.org/documents/2022/2022-10-17_LST_Fede_JMRM_CahierRevendicationsDeshumanisation_Temoignage_parlement.pdf)

[17_LST_Fede_JMRM_CahierRevendicationsDeshumanisation_Temoignage_parlement.pdf](http://www.mouvement-lst.org/documents/2022/2022-10-17_LST_Fede_JMRM_CahierRevendicationsDeshumanisation_Temoignage_parlement.pdf)

⁶ https://www.youtube.com/watch?v=uc8H3Vfwgok&ab_channel=LST